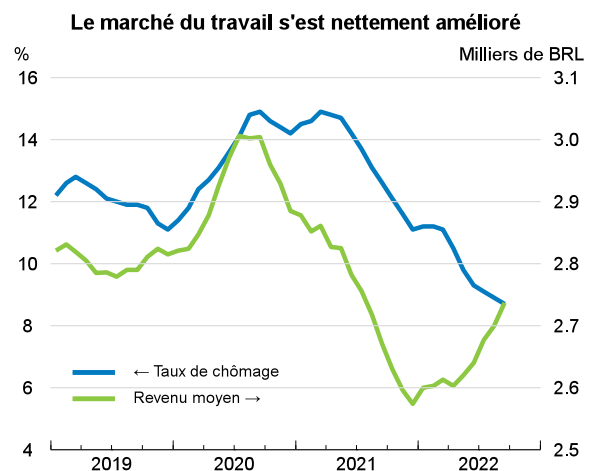
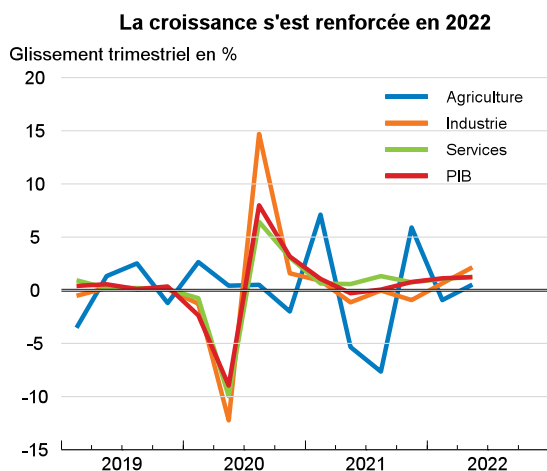


Brésil

Selon les projections, la croissance du PIB devrait être de 2.8 % en 2022, de 1.2 % en 2022 puis de 1.4 % en 2024. La consommation des ménages, l'investissement privé et les exportations resteront les principaux moteurs de la croissance, même si la croissance trimestrielle des exportations devrait ralentir en 2023. Les dépenses des ménages sont soutenues par la hausse des transferts sociaux et par la croissance vigoureuse de l'emploi, mais fléchiront aussi l'an prochain. L'investissement privé continuera de progresser grâce à l'amélioration de la confiance des entreprises. En dépit du relèvement des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, le taux de change s'est légèrement apprécié cette année, atténuant les tensions inflationnistes. L'inflation devrait reculer pendant la période considérée, à mesure que les effets de la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires se dissipent.

La politique monétaire devrait rester restrictive et le taux directeur être maintenu à son niveau actuel de 13.75 % jusqu'à la mi-2023. Les taux directeurs pourront être abaissés une fois que les tensions inflationnistes auront davantage reflué. La politique budgétaire a été expansionniste et a contribué à alimenter l'inflation en augmentant la demande. Une stratégie d'assainissement de grande ampleur s'impose pour réduire le déficit et restaurer la crédibilité du cadre budgétaire. Réduire les rigidités budgétaires et limiter les dépenses publiques obligatoires permettraient d'améliorer l'efficacité de la dépense publique. Mieux gérer les investissements publics dans les infrastructures, réformer les transferts sociaux et renforcer les incitations à la durabilité dans le secteur agricole sont autant de mesures qui pourraient stimuler la croissance potentielle tout en améliorant les finances publiques. Développer davantage le mix énergétique renforcerait la résilience en cas de chocs climatiques.

Brésil 1



Source : Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE).

StatLink  <https://stat.link/k5uxir>

Brésil : Demande, production et prix

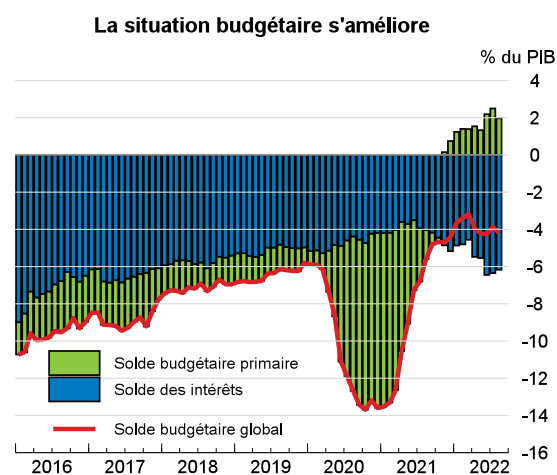
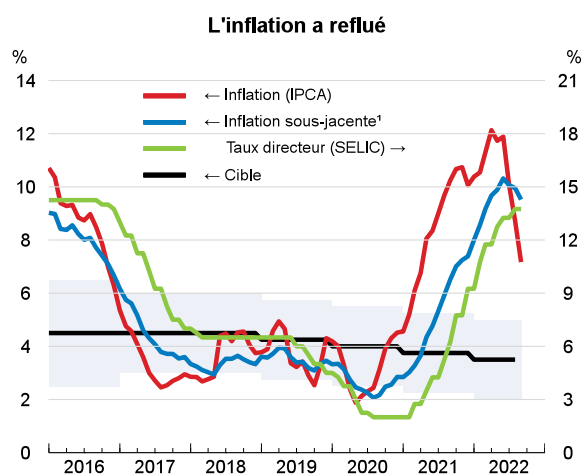
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
Brésil						
PIB aux prix du marché	7 389.1	-4.2	4.9	2.8	1.2	1.4
Consommation privée	4 813.6	-5.5	3.6	4.0	1.8	1.1
Consommation publique	1 476.6	-4.5	2.0	0.4	-0.5	0.4
Formation brute de capital fixe	1 143.2	-0.5	17.3	-0.3	3.3	3.2
Demande intérieure finale	7 433.4	-4.5	5.5	2.5	1.7	1.4
Variation des stocks ¹	3.4	-0.7	0.7	-0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	7 436.7	-5.4	6.2	2.3	1.9	1.5
Exportations de biens et services	1 043.6	-2.3	6.4	2.4	2.6	3.4
Importations de biens et services	1 091.2	-10.3	13.0	-0.6	6.5	3.9
Exportations nettes ¹	- 47.6	1.2	-1.0	0.6	-0.7	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.5	10.7	7.1	5.2	4.3
Indice des prix à la consommation	—	3.2	8.3	8.9	4.2	4.5
Déflateur de la consommation privée	—	3.2	8.7	9.8	4.7	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-13.6	-4.7	-6.0	-5.9	-5.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.6	-1.8	-1.5	-1.4	-1.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/dqyz6o>

Brésil 2



1. L'inflation sous-jacente exclut du calcul l'énergie et les produits alimentaires. La zone grisée correspond à la marge tolérée de fluctuation de l'inflation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; Banque centrale du Brésil ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/2btqki>

L'activité a surpris à la hausse au premier semestre de 2022

L'activité économique s'est accélérée aux premier et second trimestres avec une croissance plus forte que prévu, atteignant respectivement 1.1 % et 1.2 % (en glissement trimestriel). La croissance a toutefois ralenti au troisième trimestre. Les indicateurs mensuels laissent entrevoir un ralentissement de l'activité dans les industries extractives, même s'ils sont plus mitigés concernant les secteurs manufacturiers. Le chiffre de base pour ces secteurs fait apparaître un léger recul global imputable aux biens intermédiaires et non durables, mais la croissance est restée positive dans la plupart de ces secteurs. De plus, l'utilisation des capacités dans ces secteurs a augmenté à plus de 80 %, confirmant leur redressement généralisé. Les services ont connu une forte expansion en août pour le quatrième mois consécutif, portée par les services aux ménages, l'information et les technologies, malgré le recul des services de transport. Les secteurs des services continuent d'être le principal moteur de la croissance du PIB du côté de l'offre, ce qui s'explique en partie par le rattrapage de la demande ayant fait suite à la levée des restrictions à la mobilité. Les ventes au détail ont diminué au troisième trimestre sous l'effet de la stabilisation de la hausse des salaires réels, du ralentissement des crédits aux ménages et de la normalisation des taux d'épargne.

En glissement annuel, l'inflation globale est passée de 11.9 % en juin à 6.5 % en octobre, mais l'inflation sous-jacente, à 8.2 % en octobre, reste élevée. Les anticipations d'inflation ont reculé, tombant à 4.7 % pour 2023 et à 4 % pour 2024. La baisse de l'inflation globale est principalement due au repli des cours internationaux du pétrole et à de vastes mesures d'allègement fiscal, qui comprennent le plafonnement du taux que les autorités infranationales peuvent appliquer à la taxe sur la consommation dont l'assiette est la plus large, en plus de réductions et exonérations d'impôts fédéraux. Ces mesures allègent efficacement la charge fiscale pesant sur les carburants, l'électricité, le gaz naturel, les communications et les transports publics. Cela étant, elles ont aussi réduit les rentrées fiscales des États, qui ont ralenti en juillet, n'augmentant alors que de 1.2 % contre 4.5 % jusqu'au mois de juin. Le marché du travail s'est amélioré avec la montée en régime de l'activité économique. Le taux de chômage a baissé, passant de 11.1 % en mars à 8.7 % en septembre, grâce à la vigueur des créations d'emplois. En septembre, le revenu réel moyen du travail avait augmenté de 2.5 % en glissement annuel.

Des politiques monétaire et budgétaire restrictives s'annoncent

La Banque centrale du Brésil devrait maintenir son taux directeur à 13.75 % jusqu'à la mi-2023. Étant donné le resserrement en cours de la politique monétaire dans les économies avancées, qui pèsera sur le taux de change, les autorités ne devraient pas abaisser le taux directeur avant que l'inflation tendancielle ne soit durablement orientée à la baisse. À partir de la mi-2023, les taux directeurs devraient être abaissés pour être ramenés à 10 % fin 2024.

En 2022, la politique budgétaire a été expansionniste, sous l'impulsion des exonérations fiscales accordées pour faire face à la hausse des prix de l'énergie et d'une augmentation de 50 % de l'ampleur du programme de transferts sociaux *Auxílio Brasil*. Ces deux mesures doivent arriver à expiration en décembre 2022, même s'il est probable que l'augmentation du programme de transferts sociaux sera maintenue. Il en coûterait environ 0.5 % du PIB, soit un niveau similaire à celui d'une prolongation des exonérations fiscales, après correction de l'impact probable de ces mesures sur la croissance. Il sera toutefois difficile de concilier le maintien de ces deux mesures avec les règles budgétaires et la nécessité d'aller vers une politique budgétaire plus restrictive pour réduire le déficit tout en contenant la dette publique à compter de 2023.

La croissance économique ralentit

La dégradation des perspectives mondiales, le durcissement de la politique budgétaire et les effets de la hausse des taux d'intérêt ralentiront la croissance du PIB, la ramenant de 2.8 % en 2022 à 1.2 % en 2023. Elle s'améliorera ensuite légèrement, remontant à 1.4 % en 2024. La baisse des prix des matières premières et le ralentissement de l'activité des principaux partenaires commerciaux réduiront la demande extérieure. Le durcissement des conditions de crédit, ajouté au ralentissement des créations d'emplois en 2023, limitera la consommation des ménages. À mesure que les goulets d'étranglement du côté de l'offre disparaîtront et que la hausse des taux directeurs fera progressivement sentir ses effets, l'inflation devrait revenir d'un rythme annuel moyen de 8.9 % en 2022 à 4.2 % en 2023, puis se redresser légèrement à 4.5 % en 2024 avec le redémarrage de la croissance, soit la limite supérieure de la marge tolérée de fluctuation de 1.5-4.5 % autour de l'objectif d'inflation retenu par la banque centrale pour 2024.

Les risques de divergence par rapport aux projections concernant l'inflation sont orientés à la hausse étant donné que le ralentissement de l'augmentation des prix est principalement attribuable aux prix administrés, comme ceux des carburants, alors que les prix du marché restent dynamiques dans les secteurs des services, même s'ils progressent moins vite pour les produits industriels. En outre, la situation tendue du marché du travail pourrait provoquer une hausse prolongée des prix des services et d'autres prix conjoncturels, en particulier si les salaires réels se mettent à augmenter. Les incertitudes entourant la politique budgétaire future pourraient déstabiliser les marchés financiers, obligeant la banque centrale à maintenir plus longtemps ses taux directeurs à un niveau élevé, ce qui pèserait sur la croissance.

Une refonte du cadre budgétaire est indispensable

Il devient de plus en plus difficile de se conformer au cadre budgétaire actuel en raison du conflit intrinsèque entre une règle budgétaire limitant l'augmentation de la dépense publique et certaines rigidités budgétaires, le budget étant soumis à hauteur d'environ 92 % à des règles de dépenses obligatoires. Une réforme réduisant les besoins de dépenses automatiques, accompagnée d'un renforcement du cadre budgétaire, pourrait donner un peu d'air à la politique budgétaire. Le Brésil dispose déjà d'un mix énergétique relativement propre, puisque l'hydroélectricité et la biomasse représentent 86 % de ses sources d'électricité et que 45 % de son énergie provient d'énergies renouvelables. La forte dépendance vis-à-vis de l'énergie hydroélectrique a montré ses limites en 2021, année où les sécheresses ont fait baisser le niveau des réservoirs d'eau, soulignant la nécessité d'investir davantage dans d'autres sources renouvelables. L'éolien et le solaire offrent à cet égard un potentiel important encore insuffisamment exploité. L'investissement public dans les infrastructures au Brésil est faible par rapport au niveau des pays de l'OCDE et des pays comparables, et a encore reculé au fil des ans. Il existe d'importants déficits concernant les infrastructures de transport, d'eau et d'assainissement. Accroître les investissements dans des infrastructures de qualité largement accessibles augmenterait la productivité et la croissance potentielle tout en contribuant à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a8e7b173-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.